

Une transition démocratique et libérale difficile dans une région périphérique de l'Ouest malgache

Emmanuel Fauroux *

Madagascar n'a pas échappé à l'actuel processus mondial de transition vers plus de démocratie, moins d'État, moins de centralisation. Mais le processus s'y est déclenché de façon atypique. Il y prend, aujourd'hui, des formes originales, parfois paradoxales.

Assez curieusement, tout d'abord, la libéralisation de l'économie est devenue l'axe principal de la politique économique du gouvernement en pleine période socialiste, au milieu des années quatre-vingt. Le tragique appauvrissement du pays, après une dizaine d'années de socialisme « à la malgache », avait conduit à une crise généralisée, marquée par une asphyxie économique sans précédent et par un sévère affaiblissement de l'autorité du régime. Celui-ci semblait aller inéluctablement à une perte imminente. La libéralisation radicale de l'économie, sous la pression des autorités monétaires mondiales, constitua l'ultime manœuvre, désespérée, d'un régime aux abois. La dévaluation du franc malgache, la libéralisation progressive de tous les échanges, les annonces d'imminentes privatisations constituèrent les premiers actes de ce revirement d'autant plus spectaculaire que le système était resté jusqu'alors exagérément verrouillé, marqué par des contrôles tatillons, voire paranoïaques¹.

Autre paradoxe – nous y reviendrons –, le « mouvement fédéraliste » prônant une décentralisation radicale (les anciennes provinces seraient devenues des États autonomes unis dans une fédération dont les contours restèrent toujours imprécis) servit, en 1990 et 1991, de dernière carte à un régime socialiste agonisant, alors que celui-ci, au début des années quatre-vingt, avait mis en œuvre la plus forte centralisation de toute l'histoire malgache.

La marche vers la démocratie, la liberté d'expression, la transparence des opérations électorales n'ont pas été octroyées. Elles ont été, pour l'essentiel, conquises lors des grandes manifestations de rues qui, en 1990 et 1991, ont paralysé la capitale et le pays tout entier dans un vaste mouvement de résistance passive. Depuis

* Directeur de recherches, représentation IRD, Madagascar.

1 Au début des années quatre-vingt, par exemple, l'achat de simples « souvenirs » imposait au touriste de laborieuses démarches au ministère de l'Art et de la Culture révolutionnaires afin d'obtenir les papiers attestant que la sortie de l'objet n'allait pas appauvrir le patrimoine artistique du pays. Bien entendu, comme toujours en pareil cas, les trafiquants professionnels n'avaient, eux, aucune difficulté à faire sortir de vraies richesses (les statues « érotiques » des tombeaux sakalava, par exemple) au prix de dérisoires pots-de-vin.

dix ans, les progrès sont spectaculaires. Les journaux peuvent écrire à peu près ce qu'ils veulent, les plus hauts personnages de l'État sont tournés en dérision, de façon parfois réellement drôle, par d'excellents caricaturistes, des lettres ouvertes à la presse dénoncent des « magouilles », les noms des coupables sont cités en toutes lettres. Les élections sont encore marquées par divers dysfonctionnements, mais il ne s'agit plus, comme autrefois, d'un simple bourrage des urnes au profit du parti gouvernemental... Pourtant, le processus de démocratisation reste fortement biaisé, notamment par la persistance d'archaïques systèmes de clientèle qui continuent à structurer discrètement la vie politique.

Les actuels processus de transition sont donc nés, à Madagascar, dans les conditions que nous allons décrire. Tout d'abord, en se développant, ils ont pris, au niveau national, des formes très particulières. Mais nous allons voir que ces particularités sont encore plus fortes – et, parfois, plus paradoxales – si le phénomène est envisagé au niveau d'une région très enclavée, depuis toujours éloignée du pouvoir central, comme c'est le cas pour le Menabé², cœur du pays sakalava. Dans ces conditions de spécificité régionale au sein d'un processus lui-même très original, nous verrons enfin que les enjeux réels sont parfois assez étonnants, sensiblement éloignés, en tout cas, des enjeux « normaux » auxquels on pourrait s'attendre dans des circonstances analogues.

Madagascar : le contexte très particulier du processus de transition

Nous ne focaliserons ici notre attention que sur trois des éléments qui contribuent à donner sa spécificité à la situation malgache à la fin du XX^e siècle :

- l'État malgache, à tradition fortement centralisatrice, a toujours entretenu des relations difficiles avec ses marges côtières;
- pour ces régions lointaines, l'isolement a souvent servi d'antidote à une volonté centralisatrice qui n'a jamais eu les moyens d'aller au bout de ses intentions;
- l'histoire malgache a sécrété un type de pouvoir local alliant parenté et clientélisme dont les formes actuelles sont souvent peu compatibles avec les idéaux démocratiques.

Un État à l'esprit très centralisateur qui a toujours négligé ses périphéries côtières

Depuis le début du XIX^e siècle, les États qui ont successivement contrôlé la plus grande partie ou la totalité du pays³ ont tous été fortement centralisés autour d'une capitale, Antananarivo, où tous les pouvoirs et les centres de décision importants étaient concentrés, parfois partagés entre divers éléments de la classe diri-

2 La transcription normale est Menabe, mais la prononciation courante insiste sur le é final. Nous avons donc placé l'accent sur le e final pour permettre au non-malgachisant de prononcer correctement le terme.

3 Se sont succédés, dans l'ordre chronologique, la monarchie merina (avant 1896), l'administration coloniale (1896-1960), les I^{er}, II^e et III^e Républiques malgaches.

geante merina⁴, parfois monopolisés par une administration coloniale qui a toujours dû, avec plus ou moins de succès, transiger avec les complexes structures vernaculaires du pouvoir. Les provinces côtières ont souvent été perçues – et traitées – par Antananarivo comme des colonies lointaines ou, sous la tutelle française, comme des colonies de colonies. Sauf dans le cas où des cultures d'exportation justifiaient un appui ciblé à forte rentabilité, les politiques successives ont toujours privilégié le centre aux dépens des périphéries où les difficultés climatiques décourageaient les gros investissements infrastructurels. L'écart n'a cessé de s'accroître au bénéfice des hautes terres plus « avancées », concentrant l'essentiel des infrastructures (routes permanentes, chemin de fer, grands aménagements hydro-agricoles...) au profit d'une population au niveau culturel relativement élevé.

Les habitants de la côte ont toujours été conscients du traitement défavorisé dont ils étaient l'objet, malgré des tracasseries administratives qui furent longtemps au moins aussi sévères qu'en Imerina. Ce sentiment de frustration s'est combiné avec un sentiment antimerina⁵ assez général sur les côtes, provoqué par les souvenirs, souvent tragiques, des guerres de conquête du XIX^e siècle. L'hégémonie merina s'était, en effet, difficilement imposée au prix de guerres sanglantes et impitoyables.

Les autochtones « côtiers » entretiennent ainsi depuis très longtemps des sentiments hostiles envers l'État central. Les exactions et l'incompétence des fonctionnaires affectés sur la côte n'ont fait qu'aggraver ce sentiment.

Le problème s'est trouvé compliqué à l'époque coloniale – et surtout à la fin de cette époque – par une politique de l'administration française qui a favorisé l'émergence de personnalités politiques côtières, jugées plus contrôlables, aux dépens des notables et des groupes de pression merina jugés peu loyaux et plus favorables à une indépendance radicale. Cette situation a abouti, après l'indépendance (26 juin 1960), à une certaine surreprésentation des côtiers aux échelons les plus élevés du pouvoir lors des trois premières républiques. Mais, dans l'ensemble, cela n'a pas eu d'influence significative sur l'importance accordée par l'État aux intérêts côtiers.

La complication s'est transformée en imbroglio lors des derniers soubresauts du régime socialiste. Dans les premières années d'exercice du pouvoir, ce régime avait atteint un niveau de centralisation supérieur à tout ce que l'on avait pu connaître jusqu'alors, même aux temps de la monarchie ou de l'administration coloniale. Pourtant, le « petit livre rouge » du président Ratsiraka affichait des intentions très

4 Merina, habitants de l'Imerina, au cœur des hautes terres. C'est la monarchie merina qui, au XIX^e siècle, a assuré son hégémonie sur la plus grande partie du territoire malgache.

5 Le sentiment antimerina, dont il est question ici, recouvre une réalité complexe, qu'il convient de ne pas simplifier abusivement. Chez les Sakalava décrits sur ce point par P. Randriamidona (thèse Inalco en cours sur les relations interethniques merina-sakalava), un verbalisme antimerina, qui pourrait passer pour du racisme, est hautement et fortement exprimé, mais il s'accompagne d'une pratique toute différente marquée depuis très longtemps par le pragmatisme : alliances commerciales secrètes entre les souverains sakalava et merina, alors que les deux royaumes étaient officiellement engagés dans des guerres sans merci; alliances matrimoniales de tous niveaux (entre souverains, princes, mais aussi entre simples villageois) ou fraternités de sang. Aujourd'hui encore, malgré la prétendue vigueur du sentiment antimerina, on en exclut, en fait, tous les Merina que l'on connaît vraiment (ceux auxquels on est allié, les voisins, ceux avec lesquels on fait des affaires...). Cette attitude se résume dans une phrase que l'on pourrait, sans doute, prêter à la plupart des Sakalava du Menabé : « Je hais tous les Merina, sauf ceux que je connais. »

favorables à une régionalisation des décisions. Dans la réalité, quelques mesures en apparence décentralisatrices (par exemple l'élection des présidents de *Fokontany* – l'équivalent des chefs de village – et la création de « Comités locaux de développement » supposés capables de prendre en main des projets microlocaux) s'avèrent rapidement vides de contenu. Les Comités, privés de budget, n'avaient aucune possibilité d'action réelle, et des responsables proches du parti gouvernemental furent imposés chaque fois que le jeu normal des élections locales avait désigné des personnalités de l'opposition...

Le grand mouvement national de désobéissance civile de 1990-1991 fut surtout puissant à Antananarivo. Fonctionnaires et bourgeois merina constituèrent la grande masse des grévistes et des manifestants. Leur action finit par saper l'autorité du régime socialiste. En vertu de l'adage selon lequel « les ennemis de mes ennemis sont mes amis », les partisans du régime ont songé à utiliser la vieille animosité des populations côtières à l'égard de l'administration et des Merina pour tenter d'en faire les ultimes défenseurs du régime. Diverses stratégies « ethnocistes » furent alors tentées. Le président Ratsiraka menaça d'abord de déplacer la capitale sur la côte où les manifestations restaient d'ampleur modeste. Les autorités « traditionnelles », souverains locaux et princes, furent invitées à se présenter au palais d'Iavoloha pour manifester leur soutien au président. Ces démarches furent aussi médiatisées que possible (longues séquences dans les journaux télévisés, longs comptes rendus dans la presse favorable au régime...), alors que ces ralliements n'avaient aucune signification politique. Il s'agissait de très vieux systèmes monarchiques tombés en désuétude. Les « ralliés » n'engageaient strictement qu'eux-mêmes et n'étaient, bien entendu, nullement mandatés par leur « peuple » qui ignorait, parfois, jusqu'à leur existence.

Beaucoup plus grave, un « mouvement fédéraliste », manifestement télécommandé depuis Iavoloha, a surgi, dans la seconde moitié de 1991. L'objectif affiché était de remplacer les anciennes provinces héritées de la colonisation par des « États autonomes ». La première « conférence nationale des États fédérés » eut lieu à Tamatave, fief du président Ratsiraka, les 14 et 15 septembre 1991. À Tuléar et Diégo, des débuts de passage à l'acte inquiétèrent l'opinion, car les premiers troubles pouvaient laisser craindre l'amorce d'une guerre civile : émeutes anti-merina de Tuléar en octobre, « prise » de l'aéroport, puis occupation et pillage partiel de la plupart des bâtiments administratifs de Tuléar, mise en place, toujours à Tuléar, d'une administration de transition épurée de son personnel non autochtone, attaque de la prison de Diégo et libération des détenus de droit commun...

Ce mouvement, faussement spontané, semble avoir été voué à l'échec dès ses premiers jours. Il joignait, dans un mélange baroque, l'archaïsme et la naïveté. L'archaïsme, car on cherchait à s'appuyer sur les éléments les plus réactionnaires du pouvoir local : symboles monarchiques et princiers à signification plus folklorique que politique, vieux notables locaux, dont le célèbre et charismatique Monja Jaona (il assura une brève présidence provisoire de « l'État fédéral de Tuléar » dans des conditions qui ont conduit beaucoup d'observateurs à penser qu'il était atteint de sénilité). La naïveté, dans la mesure où les fédéralistes, au moins à Tuléar, ont cru – ou semblé croire – que n'importe qui pouvait remplacer n'importe qui dans n'importe quelle fonction. Les dysfonctionnements qui ont immédiatement suivi

les départs des cadres merina de Tuléar ont bien montré qu'on ne pouvait s'improviser en quelques heures médecin, directeur de banque, enseignant de l'université... La véritable finalité du mouvement n'était sans doute pas d'aller jusqu'au bout des intentions affichées, mais, plus simplement, de faire apparaître le président comme l'ultime recours avant la guerre civile.

Pourtant, la force de la revendication décentralisatrice, bien réelle malgré les errements « fédéralistes », a conduit le gouvernement d'Albert Zafy (qui a succédé au président Ratsiraka après l'élection présidentielle de 1994) à mettre, lui aussi, au point un projet de régionalisation et de décentralisation administrative, s'inscrivant, cette fois, plus classiquement, dans un plan plus vaste de normalisation et de modernisation de l'État.

De l'avis des deux principales forces politiques malgaches, dont les points de vue étaient par ailleurs antinomiques, la décentralisation apparaissait ainsi comme un pas indispensable. Pourtant, paradoxalement, la réalité des faits locaux montre que, de tout temps, la centralisation avait été plus théorique que réelle.

Un centralisme de façade rendu inopérant, dans les périphéries, par l'enclavement et la faiblesse de l'appareil d'État

En fait, l'État n'est jamais parvenu à assurer correctement sa fonction centralisatrice, même quand il souhaitait absolument y parvenir, à l'époque coloniale ou à l'apogée de l'ère socialiste. Le résultat le plus net de cette volonté a sans doute résidé dans une répartition très inégalitaire des dépenses publiques, les régions lointaines ne recevant que des dotations dérisoires. Les appareils locaux d'État et les infrastructures ont ainsi été maintenus dans un état de faiblesse chronique dans des régions pourtant immenses affrontant, à chaque saison des pluies, de redoutables difficultés climatiques qui isolent pendant plusieurs mois près d'un quart du territoire national.

Dans la pratique quotidienne, tout semble s'être durablement passé comme si les injonctions parties du centre ne parvenaient pas vraiment à la périphérie ou n'y parvenaient qu'affaiblies et biaisées. Les fonctionnaires affectés sur « les côtes » ont travaillé, la plupart du temps, dans des conditions difficiles. Mal payés, dépourvus de moyens (ni véhicule, le plus souvent, ni dotation en carburant quand, par extraordinaire, le véhicule existait), exilés dans un pays peu accueillant (les autochtones ont coutume d'inventer des rumeurs particulièrement inquiétantes pour les gens qui ne sont pas de la région), ils n'ont, le plus souvent, nullement cherché à faire du zèle : ils n'intervenaient que quand ils ne pouvaient éviter de le faire, de façon souvent maladroite, dissimulant mal le mépris qu'ils éprouvaient, au fond, pour les populations locales, à leurs yeux rustiques et mal dégrossies. L'État central et son administration, le *Fanjakana*, ont ainsi fini par apparaître comme des parasites inopérants, dont il n'y avait, de toute façon, pas grand-chose à attendre de bon, mais pas grand-chose à craindre non plus. En effet, l'inefficacité du *Fanjakana* en faisait un adversaire aisé à tromper, qu'il suffisait de ne pas heurter de front, impuissant, en fait, face à l'arme absolue des ruraux à Madagascar, la résistance passive : on accepte tout ce qui est proposé, mais on ne fait rien. On manifeste un respect théâtral pour l'autorité, mais on n'exécute aucune de ses injonctions.

On n'exprime aucune opinion subversive, pour éviter toute répression... Les populations locales ont toujours su, ainsi, alléger le poids des tracasseries administratives.

L'état désastreux des voies de communication (parfois délibérément entretenu dans certaines localités) a permis à des villages d'éleveurs de bœufs de maintenir leurs activités traditionnelles, pas toujours avouables, et, ainsi, de fonctionner à peu de choses près, comme ils souhaitaient le faire, alors qu'un État « normal » aurait cherché à contrôler. En fait, dans ces conditions de déliquescence d'un État prétendument centralisateur, rien ou pas grand-chose n'entrave sérieusement les ambitions locales si elles ont un minimum de cohérence. Les bourgeoisies d'affaires côtières ont largement profité de cette situation, un recours discret à la corruption (douaniers, agents du fisc, élus) suffisant généralement à neutraliser les timides vellétés de contrôle public.

L'exemple malgache semble montrer qu'une centralisation qui ne fonctionne pas vraiment (en l'espèce, elle n'en avait pas les moyens matériels) crée, en fait, une situation peu éloignée de l'anarchie, très éloignée, en tout cas, d'un État de droit.

Des types de rapports de pouvoir peu compatibles avec les idéaux démocratiques

La société malgache, dans les hautes terres ou les régions côtières, est extrêmement hiérarchisée. Il n'y existe pas deux personnes de même statut au sein d'un même groupe de parenté. Le sexe et la place dans la généalogie permettent un premier classement des individus, compliqué par la prise en compte, selon les cas, d'autres critères, la richesse en bœufs (les *mpagnariivo*), l'aptitude à parler en public et à dénouer des problèmes délicats (les *mpizaka*), le fait d'être possédé par des esprits plus ou moins prestigieux (les *tromba*)... Il n'existe pas, non plus, deux groupes de parenté ayant exactement le même rang. Des critères complexes interviennent : l'éventuelle notoriété historique du groupe et le souvenir de ses origines (qui créent une hiérarchie rappelant d'assez loin un système de caste), l'appartenance ethnique (le statut des autochtones est toujours supérieur à celui de ceux dont l'arrivée est plus récente), l'ancienneté d'installation (le groupe fondateur du village dispose d'un certain nombre de privilèges), l'ampleur des cérémonies lignagères organisées par le groupe (la munificence des cérémonies déclenche des forces centripètes en faveur du groupe)...

Les Malgaches, surtout ruraux, lorsqu'ils participent à une assemblée, ont une idée généralement claire de la place de chacun dans la hiérarchie et, donc, du comportement qu'il convient d'avoir avec chacun. Les hommes les plus âgés des groupes les plus prestigieux se placent au nord-est et à l'est, les femmes les plus jeunes des groupes inférieurs à l'ouest. Il convient d'éviter de parler avant les personnages de rang plus élevé et, lorsqu'on parle, après eux, de ne pas les contredire. Le respect absolu des détenteurs de l'autorité morale constitue une norme sévère du comportement malgache. Les transgressions provoquent du *tsiny* (hautes terres), du *havo* (dans l'ouest) ou du *hakeo* (dans le sud)... Il s'agit de sanctions émanant des ancêtres qui ne manquent pas de frapper soit l'auteur d'une faute

contre les règles de la tradition, soit un membre quelconque de son groupe familial. *Tsiny, havoà et hakeo* débouchent ainsi sur un sentiment de culpabilité diffuse à peu près permanent, car on peut craindre à tout moment d'avoir, consciemment ou non, enfreint une règle, ou d'être menacé par l'infraction ignorée d'un proche. Ce sentiment provoque des comportements sociaux très autocontrôlés, très sévères pour les déviants éventuels ; il enlève beaucoup de spontanéité aux débats publics qui, sauf exception, échappent peu à la langue de bois et, surtout, abordent rarement le fond du problème. On peut par contre parler pendant des heures, voire des journées, avec une relative véhémence, de problèmes qui n'ont pas d'importance déterminante sur la décision finale.

L'institution du *Fokon'olona*, très admirée et citée en exemple par de nombreux observateurs, a pu laisser croire que les Malgaches détenaient une forme particulièrement originale de démocratie directe. En effet, sur les hautes terres, dans de grandes assemblées regroupant tout un village ou tous les habitants d'une micro-région concernés par un même problème, des débats, souvent interminables (ils donnent lieu au déploiement de talents oratoires parfois remarquables), permettent à toutes les parties d'exposer successivement leur point de vue. Une très bonne connaissance du milieu permet malheureusement de constater que, si la parole de chacun est en effet libre (à condition de ne pas déclencher de *tsiny-havoà-hakeo*), les décisions sont presque toujours prises, très discrètement, par un tout petit nombre de notables âgés. Si le problème est simple, la décision a été prise avant même la session publique, dans le secret d'une entrevue entre les deux ou trois vrais décideurs. Si le problème est difficile, les personnages clés vont écouter silencieusement les débats pour achever de se forger une opinion. La décision sera prise ultérieurement sous l'auvent d'une case ou à l'ombre d'un tamarinier, après d'après négociations entre les principaux personnages concernés, qui tiennent compte, alors, de données décisives dont nul n'avait osé parler lors des débats publics (questions de préséance entre deux clans, vieux contentieux que l'on tentera de régler par la même occasion, opinion émise par l'esprit d'un ancêtre à travers un rêve, malédiction inavouable pesant sur l'une des personnes concernées...).

Dans le débat public, il serait incongru d'aborder les problèmes de fond qui sont du ressort des sages des groupes concernés, seuls en possession de toutes les données. Il serait d'ailleurs dangereux de le faire car la probabilité de trouver la bonne solution est faible en l'absence des vraies données. La démocratie directe complaisamment décrite n'est qu'une crypto-gérontocratie. L'information qui circule aisément et librement, celle dont on débat publiquement, a peu de signification. Les vraies informations ne sont pas diffusées ou ne parviennent à la masse des gens que sous forme de rumeurs plus ou moins inquiétantes et, de toute façon, biaisées. Les personnages qui détiennent les vraies clés parlent peu en public, se montrent peu et n'apparaissent généralement pas à leur vraie place sur les organigrammes du pouvoir local.

L'importance des rapports de clientèle (nous y reviendrons) diminue encore la transparence du système et ses performances sur l'échelle des valeurs démocratiques. Les personnes qui dépendent d'un même « richard »-patron sont généralement liées à celui-ci par des rapports verticaux qui donnent aux « petits » l'impression de bénéficier de privilèges personnalisés. Les autres dépendants sont

plus perçus comme des rivaux potentiels dans l'accès aux faveurs du patron que comme des « camarades » justifiant une « solidarité de classe ». Les solidarités horizontales sont très faibles dans un tel système.

De même, les approches « participatives » fonctionnent mal dans ce contexte culturel. En forçant le trait, on peut caractériser un petit nombre de tendances que l'on retrouve à des degrés divers dans l'ensemble du pays lors des grandes réunions publiques :

- tout le monde se méfie de tout le monde (seuls les parents échappent parfois à cette méfiance) et on se méfie surtout des gens qui ont à peu près le même niveau de revenu ;
- l'information importante ne circule pas et ne fait pas l'objet de débat : on en parle, parfois, en quelques mots, au moment où l'on se sépare ;
- les individus ont peu de confiance en leur propre aptitude à prendre les bonnes décisions car ils se savent sous-informés et on les a habitués, depuis leur enfance, à s'abriter derrière les décisions des « grands » ; le fait de ne pas vraiment décider ne les révolte donc pas, le plus souvent, bien au contraire ; l'insistance à leur faire exprimer à tout prix leur opinion est parfois prise pour de l'indélicatesse ;
- les vieux sages jouissent de la confiance de leur groupe : on sait qu'ils détiennent les vraies données, ils ont déjà prouvé, dans le passé, la qualité de leurs interventions, on les sait proches des ancêtres lignagers et donc probablement inspirés par eux.

Si la pratique démocratique se caractérise notamment par une prise de responsabilités individuelles, la pratique malgache (surtout paysanne) en est très éloignée.

Le Menabé : un processus de transition, marqué par un contexte « côtier » original

En poursuivant cette présentation trop schématique de faits complexes, on pourrait retenir, entre beaucoup d'autres, trois éléments qui contribuent à donner au Menabé sa spécificité :

- la région, après avoir suscité beaucoup d'espairs, toujours déçus, a fini par sombrer dans un oubli, particulièrement profond, de la part des pouvoirs publics ;
- les carences de l'État, plus extrêmes qu'ailleurs, ont permis le développement de modèles de pouvoirs locaux originaux et solides, relativement atypiques ;
- l'articulation de la production locale au marché est restée encore plus imparfaite que dans le reste de Madagascar, marquée par de sérieux dysfonctionnements : les marchés régionaux ne constituent pas une simple confrontation de l'offre et de la demande locales.

En définitive, les spécificités locales ont créé des conditions peu favorables à un développement « normal » des processus de transition envisagés ici.

Un État encore plus défaillant qu'ailleurs

Nous avons décrit de façon plus détaillée dans un autre travail [Fauroux, 1997] les modalités assez particulières de cette défaillance. Retenons seulement ici que le Menabé fut d'abord perçu, aux débuts de la colonisation, comme un possible

Eldorado agricole, puis, après l'indépendance, comme un pôle prioritaire de modernisation. Les interventions publiques dans la région ont conduit à une incroyable série de désastres (l'orangerie de Bezezika, la riziculture modernisée dans la vallée de la Morondava, l'abattoir industriel...) ou, simplement, à des dysfonctionnements graves (une infrastructure routière qui ne permet d'aller ni vers le sud, ni vers le nord; le système d'irrigation « de Dabara » dont les coûts cumulés sont exorbitants et qui ne fonctionne que de façon épisodique, l'ensablement qui empêche le fonctionnement correct du port et qui bouche les systèmes d'irrigation...). Nous avons tenté, dans le travail cité, de comprendre les mécanismes de ces échecs à répétition. L'État, sous les diverses formes qu'il a revêtues dans la région, a manifesté, semble-t-il, une incroyable constance dans la maladresse, ratant à peu près tout ce qu'il entreprenait. En fait, l'État n'est sans doute pas le vrai responsable puisque, trop lointain et trop affaibli, il ne constituait qu'une façade derrière laquelle se sont abrités des acteurs qui, eux, se sont montrés adroits et efficaces, mais dont les objectifs personnalisés étaient bien différents de ceux affichés par le pseudo-État. Au cours des trente dernières années, il s'agissait surtout de détourner l'aide internationale ou de parasiter les institutions créées par celle-ci de façon à obtenir des bénéfices directs et/ou à alimenter les réseaux de clientèle qui constituent la base de la reproduction du pouvoir local.

Des modèles de pouvoir locaux relativement atypiques

Les carences de l'État dans le Menabé, encore plus importantes qu'ailleurs, ont conduit à l'apparition et au développement de structures locales de pouvoir assez originales :

- une petite oligarchie-bourgeoisie qui, à Morondava (la seule petite ville de la région), a su construire au cours du XX^e siècle un système efficace de détournement des investissements publics; en tout état de cause, notables et opérateurs locaux ont souvent manifesté des comportements de prédation qui n'auraient pas pu se développer dans une région contrôlée par un État de droit;

- en milieu rural, dans les zones où domine l'élevage bovin, un système de clientélisme pastoral tout à fait idéaltypique du clientélisme de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Sud malgaches.

Les sociétés rurales du Menabé, enfin, n'ont nullement appris la démocratie, malgré leur participation nominale aux divers processus électoraux.

- L'originalité de la petite oligarchie-bourgeoisie de Morondava se manifeste d'abord dans sa composition : un groupe composé de métis vezo-européens et vezo-comoriens, originaires d'un même petit village du littoral, unis par des liens de parenté ou, au moins, d'alliance. Il ne s'agit donc pas, à proprement parler, d'un clan, même si cela y ressemble à de nombreux égards, notamment par la forte unité-solidarité qui se manifeste chaque fois que les intérêts du groupe sont confrontés à d'autres intérêts. Les divisions internes, pourtant souvent graves, sont alors efficacement gommées dans une perspective très pragmatique. Le niveau d'instruction des membres du groupe est élevé et leur très bonne maîtrise du français (voire de l'anglais) leur a permis d'être les interlocuteurs privilégiés des Français, au temps de la colonisation, et des experts de passage, aujourd'hui. Mais

surtout, depuis les dernières années de l'époque coloniale, malgré des effectifs peu nombreux (quelques dizaines de personnes), le groupe a toujours été bien représenté aux plus hauts échelons de l'État (ministres, chefs de cabinet, conseillers spéciaux du président, chefs de province...). Cela lui a permis, à la fois, de bénéficier de multiples « délits d'initiés » (non sanctionnés dans la pratique malgache), et d'une protection tacite du pouvoir qui, de fait, n'a jamais vraiment cherché à porter atteinte à cette chasse gardée, peu convoitée du reste.

Les stratégies développées depuis l'indépendance par le groupe se sont portées dans de multiples directions : accaparements fonciers dans les zones rizicoles destinées à bénéficier d'aménagements importants ; captation de l'eau distribuée par le système modernisé d'irrigation grâce à des « prises pirates »... ; et, surtout, grâce à un système aussi simple qu'efficace ⁶, détournement des investissements – publics ou issus de l'aide internationale – vers des destinations privées et vers l'entretien de réseaux de clientèle leur permettant notamment de conserver le contrôle du pouvoir politique local et de pérenniser leur système de domination.

Les comportements de prédation ont pris toutes les directions possibles à l'échelle locale : vols de bois dans des forêts protégées, vols de statues érotiques sur les tombeaux sakalava, prises pirates sur les canaux d'irrigation, remboursement aux autorités judiciaires locales des frais occasionnés par des délinquants imaginaires coûteusement transférés entre le lieu de leur arrestation fictive et Morondava, lieu de leur procès, lui aussi fictif... L'impunité est (était ?) assurée par un étroit réseau de complicité et par les alliances aboutissant à découper la chasse gardée régionale en sous-zones réparties entre les plus audacieux, le silence de tous étant en principe assuré par le fait que tous les notables bénéficiaient du système d'une manière ou de l'autre.

- Avec des rapports de clientèle solidement enracinés dans les zones d'élevage bovin, la crise économique amorcée à la fin des années soixante-dix a notamment conduit à une chute spectaculaire des effectifs bovins [Fauroux, 1987]. La plupart des gens n'ont plus de bœufs ou pas assez pour organiser les sacrifices cérémoniels qui continuent à être socialement nécessaires [Delcroix, 1994]. Le syllogisme suivant sous-tend de très nombreux comportements dans l'Ouest et le Sud-Ouest : « Tout va mal parce que nous n'arrivons plus à organiser de cérémonies aussi belles qu'autrefois ; nos ancêtres sont fâchés par notre désinvolture et ils ne nous donnent plus leur bénédiction ; si nous recommençons à faire d'aussi belles cérémonies qu'autrefois, la prospérité reviendra. » Malgré la pauvreté ambiante, les sacrifices cérémoniels de bœufs sont donc aussi socialement nécessaires qu'auparavant. Quelques « richards » (le mot qui les désigne en malgache, *mpagnarivo*, a une connotation assez négative) ont encore assez de bœufs pour pouvoir en donner, en prêter ou en vendre aux « pauvres » qui doivent organiser des cérémonies. Si le bénéficiaire ne peut payer ou rendre, le moment venu, divers mécanismes le contraignent à devenir le « client » du « richard ». Il travaille alors sous ses ordres pour un salaire sensiblement inférieur au taux du marché, il doit participer à des « coups » pas toujours avouables

⁶ Ce système permettait, notamment, d'obliger en fait les fonctionnaires installés dans la région à faire « ce qu'on leur disait » et à défendre les intérêts du groupe plutôt que ceux de l'État [Fauroux, 1997 : note 6].

(expéditions pour voler des bœufs ou pour poursuivre des voleurs), il vote comme le lui demande le patron... Celui-ci incarne le plus souvent des forces très archaïques, dans lesquelles interviennent de complexes réseaux d'alliance, parfois à peu près transparents (les grands *mpagnarivo* sont généralement polygames et leurs enfants sont des conjoints potentiels très recherchés), parfois tout à fait opaques (ils sont beaucoup moins volés que les autres en raison d'accords clandestins passés avec les chefs des grandes bandes et des protections magiques redoutées dont ils entourent leurs troupeaux). Leur pouvoir s'appuie sur la densité de ces alliances, sur le dévouement intéressé de leurs clients, sur la crainte qu'ils inspirent et sur des formes de contrôle de l'espace très différentes de ce qu'on peut imaginer dans un État moderne.

Dans ce contexte, aucune structure ne permet aux populations rurales de s'exprimer politiquement. Elles n'ont d'ailleurs, le plus souvent, même pas l'idée que cela serait possible dans un monde meilleur. Les *mpagnarivo* eux-mêmes, jusqu'à une date récente, ne cherchaient guère à intervenir directement dans l'arène politique, préférant corrompre (aisément) les agents locaux du pouvoir, plutôt que de convoiter leur poste trop exposé aux regards.

- Avec une vie politique particulièrement déconnectée des réalités rurales, très peu de gens, en milieu rural du Menabé, savent ce qu'est un processus électoral démocratique. Les élections locales les plus « normales » font intervenir plusieurs anomalies par rapport à la norme démocratique :

- le bourrage des urnes au profit des partis qui se sont succédé au pouvoir (méthode la plus utilisée jusqu'à ces dernières années),

- l'autorité morale que constitue, à Madagascar, le fait d'être au pouvoir (on pense que si quelqu'un est au pouvoir, c'est qu'il le mérite, sinon le *havo* le neutraliserait rapidement; par conséquent, en bonne logique, ne pas voter pour lui pourrait justement provoquer du *havo*),

- des rapports de clientèle, parfois inscrits dans la durée (on vote comme le « patron » a demandé de le faire), parfois limités au jour du vote (on vote pour le notable qui fait le plus de cadeaux dans les jours qui précèdent les élections et autour des bureaux de vote⁷).

De façon générale, dans les campagnes du Menabé, si on ne vote ni pour le parti au pouvoir, ni comme son « patron », on ne vote pas non plus pour une tendance, une idéologie, un parti : on vote, dans un ordre d'importance décroissante, pour les membres de son lignage, pour ses alliés et, enfin, pour les membres du même groupe ethnique. À défaut, on s'abstient. Les taux réels d'abstention sont d'ailleurs considérables, mais occultés par les chiffres officiels qui ne tiennent guère compte de la réalité.

En tout état de cause, la plupart des ruraux vivant dans le Menabé se désintéressent profondément de la vie politique. Les autochtones Sakalava ont toujours affiché leur mépris pour les charges représentatives (la situation sur ce point a un peu changé au cours des dix dernières années). Leurs principaux notables préfèrent corrompre les élus plutôt que de tenter de se faire élire eux-mêmes. Les

7 C'est très exactement ce qui s'est passé lors des élections législatives de juin 1998.

migrants Tandroy ont longtemps manifesté une passion proche du fanatisme pour le parti Monima qui incarna une opposition d'« extrême gauche » très enracinée dans la culture des habitants du « grand Sud ») et dont le leader charismatique, Monja Jaona, était lui-même Tandroy. Seuls les migrants betsileo et, à un degré moindre, les Antesaka-Korao, semblent rechercher plus que les autres les responsabilités électives, peut-être en raison d'une éducation politique plus avancée. Ils sont nettement surreprésentés à ce niveau.

Un marché régional marqué par de sévères dysfonctionnements

Nous avons déjà décrit cet aspect du problème dans un autre travail [Fauroux, 1994]. Retenons seulement ici que les structures de marché sont restées très imparfaites :

- le collectage des produits agricoles est très largement contrôlé par les collecteurs *karany* (musulmans originaires du Gudjerati) dans des conditions telles que les éventuelles hausses de cours bénéficient beaucoup plus aux intermédiaires qu'aux producteurs; l'incitation du marché ne joue donc pour eux que de manière très affaiblie;

- le marché des bovins fonctionne d'une manière aberrante d'un point de vue marchand : les producteurs ne vendent pas lorsque les cours sont élevés (c'est l'époque des grandes cérémonies lignagères), mais seulement en période de soudure quand les cours sont au plus bas (c'est le moment de la soudure);

- le marché foncier n'existe pas hors de la ville : la terre est rarement vendue de propos délibéré, elle change surtout de propriétaire quand elle sert de gage à des prêts usuraires; au bout d'un certain temps, l'emprunteur se trouve ainsi métayer de son créancier, mais les parties ne sont nullement convenues d'un véritable prix de la terre.

Ainsi, les dynamiques locales apparaissent en première analyse peu favorables au processus de transition, qui semble condamné, dans le Menabé, à être sérieusement biaisé.

Tout reste à faire dans le domaine de la démocratisation, même si on ne bourre plus les urnes avec la même désinvolture qu'autrefois. La décentralisation pourrait aggraver encore le jeu d'une véritable loi de la jungle dans un Far West malgache qui se trouverait ainsi encore moins contrôlé que par le passé. L'absence de marché, enfin, augure mal d'un processus de libéralisation qui risque, une fois de plus, de donner carte blanche aux plus forts pour exploiter les plus faibles avec encore moins de vergogne. Pourtant, autant qu'il est possible d'en juger, l'évolution en cours semble assez différente. Les enjeux réels du processus de transition paraissent conduire dans des directions qu'il eût été sans doute bien difficile de prévoir il y a une dizaine d'années.

Les enjeux réels du processus de transition dans la situation particulière du Menabé

D'importants changements sont en train de se produire simultanément dans le Menabé. Le processus de transition démocratique est seulement l'un d'eux. À la

suite de diverses circonstances (nous allons y revenir), les cartes ont été largement redistribuées dans la région depuis quelques années. Du fait même des carences manifestes de l'État, des substituts sont apparus sous la forme d'ONG et d'institutions de coopération bilatérale, plus nombreuses et plus chargées de responsabilité qu'ailleurs. À court terme, l'enjeu est avant tout la normalisation de la situation du Menabé et cette normalisation passe, très paradoxalement dans le contexte actuel, par un retour discret de l'État. À plus long terme, pour que décentralisation, démocratisation et libéralisation progressent de façon effective, de profonds changements de structure sont encore nécessaires, laissant augurer un processus de transition long et, sans doute, difficile.

Une redistribution des cartes au niveau régional

Dans les domaines où les carences de l'État provoquaient les situations les plus alarmantes, notamment pour la santé, l'éducation primaire, le développement rural et la protection de l'environnement ⁸, des ONG et des institutions financées, notamment, par les coopérations suisses et françaises, ont pris le relais. Leurs méthodes de travail contrastent avec les anciennes interventions des agents de l'administration. Elles sont durablement présentes sur le terrain ; elles disposent de moyens techniques non négligeables ; elles mettent (ou tentent de mettre) en œuvre une approche participative, ne s'appuyant plus exclusivement sur un rapport d'autorité ; une partie importante de leur personnel est recruté localement. Elles se sentent obligées, sous la pression de leurs bailleurs de fonds, d'avoir des résultats tangibles. Les échecs éventuels conduisent à des séminaires de réflexion à des ateliers où, avec l'appui de spécialistes reconnus, on s'interroge sur les leçons à tirer du passé, sur les réorientations qui s'imposent. Il n'appartient pas à ce type d'intervenants de jouer un rôle politique direct dans l'arène locale. Ils ont donc tenté d'intervenir au niveau institutionnel. Dans le Menabé, à la fin du xx^e siècle, cela s'est traduit par la création d'un « Comité régional de développement » (CRD), composé des principaux organismes, privés, publics, malgaches ou étrangers intervenant dans la zone, d'un petit nombre d'élus (députés, maires) et de représentants des administrations techniques (Génie rural, Travaux publics) et de l'exécutif (le préfet). Le CRD coiffe divers comités locaux de développement (CLD) dont les membres sont recrutés dans le même esprit et dont la compétence s'étend aux anciennes sous-préfectures. La Commission de l'océan Indien, sur des fonds apportés par l'Union européenne, à travers son programme de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) ⁹, va apporter d'importants financements pour l'aménagement et le développement de la région, la notion de zone littorale étant prise dans son acception la plus large. Le CRD a été notamment créé pour offrir un interlocuteur fiable à la COI. Sa fonction essentielle consiste à trier les projets de manière à ne présenter à la COI (mais aussi, par extension, à tous les bailleurs

8 Particulièrement menacé dans le Menabé où régna longtemps une ambiance de prédation généralisée.

9 Programme ambitieux qui intervient dans les cinq îles de l'océan Indien : Comores, Madagascar, Maurice, la Réunion, Seychelles. Pour Madagascar, le Menabé a été choisi comme cadre de l'opération pilote.

de fonds intervenant dans la région) que ceux qui offrent toutes les garanties de sérieux. On cherche, surtout, à éliminer l'ancienne approche qui conduisait régulièrement à des détournements de fonds et à la satisfaction d'intérêts purement privés. Si le CRD et les CLD fonctionnent correctement (ils n'en sont qu'à leurs premiers balbutiements), ils pourraient parvenir à court-circuiter, sans doute assez efficacement, les mécanismes de captation des investissements publics si habilement utilisés par les notables locaux.

L'enjeu le plus immédiat : la normalisation, qui passe par un retour discret de l'État

En fait, en cette fin du XX^e siècle, le processus de transition que connaît le Menabé est pris dans un processus plus général de transformation dont le thème central semble bien être la normalisation. À bien des égards, le Menabé n'avait jamais vraiment appartenu à un État de droit. Tout se passe, désormais, comme si diverses forces concouraient à favoriser une évolution vers cet État. La nature de ces forces peut surprendre. Les institutions de développement y figurent, bien entendu, mais aussi l'État, dont le silence vaut consentement, et, peut-être même, les notables locaux les plus éclairés, capables de comprendre qu'il est plus rentable, à terme, de parasiter discrètement un bien-portant que de saigner à blanc un moribond. Or, de toute évidence, la normalisation passe par un retour de l'État, aussi discret que possible certes, mais un vrai retour en contraste avec des décennies de fausse présence.

À court terme, les institutions qui travaillent dans la région ont des mandats nettement délimités (la protection de la forêt, la vulgarisation agricole, l'apiculture...). Pour réaliser leurs objectifs, elles ont constamment besoin, en amont et en aval de leur action, d'infrastructures en bon état, de fonctionnaires capables de prolonger leur action hors des domaines définis par leur mandat... Certaines d'entre elles ont donc entrepris, avec l'appui des pouvoirs centraux, un effort, très ciblé, de réhabilitation des institutions publiques les plus proches de leur domaine d'action. Les fonctionnaires semblent parfois avoir été triés sur le volet avant d'être affectés dans la région (alors que le Menabé était plutôt, autrefois, réservé à des fonctionnaires peu efficaces, mais n'ayant pas fait l'objet de mesure disciplinaires, car le séjour y était plutôt moins désagréable qu'ailleurs). On leur fait effectuer des stages techniques à l'étranger, on les persuade de l'importance de leur rôle et de leurs responsabilités... Dans la phase actuelle, c'est surtout le domaine technique général qui bénéficie de ces progrès (Génie rural et Travaux publics), mais aussi des domaines très ciblés (la circonscription des Eaux et Forêts qui collabore étroitement avec les organismes tentant de protéger la forêt).

Par ailleurs, les premiers mois d'existence du CRD [Cabalzar, 1997] ont montré qu'un arbitre était nécessaire pour faire avancer les dossiers traités. Avec un État en relatif retrait, et en tenant compte de la personnalité de l'actuel préfet, celui-ci semble pouvoir tenir efficacement ce rôle, à condition qu'il parvienne à conserver plus d'indépendance que n'avaient su le faire ses prédécesseurs des années soixante-dix et quatre-vingt.

Enfin, il est clair que des actions privées ne peuvent suffire à rétablir l'État de

droit. Le ministère de la Justice semble avoir pris conscience de sa tâche en n'hésitant pas à créer un énorme scandale, au niveau national, avec l'arrestation et les très lourdes condamnations qui ont frappé en 1998 les coupables de l'escroquerie aux faux « prisonniers », bien représentative des formes audacieuses prises par la délinquance dans la région de Morondava.

À plus long terme, la plupart des intervenants privés ou étrangers n'envisagent pas de se substituer définitivement aux carences d'un État défaillant. Il faut, certes, aider à redistribuer les tâches, à faire marcher le système avant que les dysfonctionnements n'aient créé des dommages irréversibles (la forêt, la flore, la faune). Mais certaines tâches resteront toujours du domaine de l'État, la sécurité, les investissements lourds non rentables... même dans les États les plus libéraux. Actuellement, dans le Menabé, l'État n'accomplit pas encore ces tâches minimales.

Malgré la relative modestie de sa présence, l'État n'est plus absent dans le Menabé et ne constitue plus, désormais, une simple façade.

Des enjeux à plus long terme : la création des structures rendant possible un authentique processus de décentralisation, démocratisation, libéralisation

Dans l'état actuel des choses, le Menabé n'est sans doute pas encore prêt à accueillir décentralisation, démocratisation et libéralisation, si l'on souhaite que ces notions aient un vrai contenu.

Favoriser la décentralisation d'une région qui fonctionnait déjà pratiquement hors du contrôle du pouvoir central n'aurait eu, sans doute, pour résultat que d'affaiblir encore ces contrôles et de donner toute latitude aux notables locaux pour faire régner leur loi. De même, le processus de démocratisation risquait d'être privé de son vrai sens dans la mesure où la fonction électorale de la population est à peu près entièrement incluse dans des rapports de clientèle qui fonctionnent selon une logique radicalement opposée à la norme démocratique. Enfin, si l'on justifie, au nom de la libéralisation, une diminution des contrôles sur une économie entièrement dominée par la loi du plus fort et marquée par la survie d'archaïques rapports pré-marchands, le résultat pourrait être de retarder encore l'avènement des mécanismes de fonctionnement d'un vrai marché.

Beaucoup d'étapes restent donc à franchir. Certaines sont déjà amorcées. C'est le cas du véritable boom qui a récemment touché le mouvement associatif en milieu rural. Tous les intervenants, en cette fin du XX^e siècle, cherchent à s'appuyer sur un mouvement associatif dont le lancement, particulièrement difficile¹⁰, est marqué par de nombreux échecs. Mais d'incontestables réussites se profilent parfois sur un ensemble qui pourrait inciter au pessimisme. Certaines associations, dont la spontanéité semble authentique, fonctionnent même trop bien dans la

10 Pour les difficultés *a priori* qui peuvent freiner le mouvement associatif, voir E. Fauroux, « Le potentiel associatif dans les sociétés rurales du Menabé », in E. Fauroux (éd.), *Le Menabé rural à la fin du XX^e siècle* (en préparation). Pour les difficultés concrètes rencontrées par les associations existantes, voir P. Kwan [1998].

mesure où une lecture parfois trop immédiate de leurs intérêts les incite parfois à des luttes quelque peu désordonnées qui peuvent ralentir certaines dynamiques positives (association « Soa talily » pour la gestion de l'eau dans les parties réhabilitées du système d'irrigation de Dabarà). De même, la multiplication des caisses de crédit mutuel en milieu rural connaît à peu près les mêmes difficultés et est porteuse des mêmes espoirs. L'affranchissement du crédit usuraire devrait permettre, à la longue, aux paysans de reprendre en main leurs propres exploitations... Enfin, diverses démarches initiées par la coopération suisse et à l'instigation du Cirad français et de l'Office national de l'environnement malgache¹¹, visent à rendre les communautés villageoises propriétaires – et donc responsables – de leur environnement, notamment forestier, alors que celui-ci est actuellement en accès pratiquement libre à toutes les initiatives de défrichement.

Tous ces efforts donneront des résultats, même si tous les objectifs ne sont pas atteints. À la longue, la mise en œuvre d'un véritable processus de transition libéral et démocratique deviendra ainsi peut-être possible.

BIBLIOGRAPHIE

- AYACHE S. [1995], « Pouvoir central et provinces sous la monarchie au XIX^e siècle. Talily », *Revue d'histoire*, 2, université de Tuléar : 41-66.
- CABALZAR G. [1997], *Les Dynamiques régionales dans le Menabé*, Morondava, Intercoopération suisse, 28 p. + annexes.
- DELCROIX F. [1994], *Les Cérémonies lignagères et la Crise de l'élevage bovin extensif en pays sakalava menabé*, Paris, EHESS, thèse de doctorat en anthropologie sociale, 375 p.
- DROY I. [1996], *La Multiplication des ONG à Madagascar : une réponse au désengagement de l'État?*, Antananarivo, projet Madio, 9653/E, 16 p.
- FAUROUX E. [1987], *Le Bœuf et le Riz dans les villages sakalava de la vallée de la Maharivo*, Antananarivo-Paris, MRSTD-Orstom, 285 p.
- FAUROUX E. [1994], « Les échanges marchands dans les sociétés pastorales de l'ensemble méridional de Madagascar », *Cahiers des sciences humaines*, Orstom, 30 (1-2), : 197-210.
- FAUROUX E. [1997], « L'intervention publique dans le Centre-Ouest de Madagascar. Brève chronique d'une longue série d'échecs », in J.-F. Baré (éd.), *Regards interdisciplinaires sur les politiques de développement*, Paris, L'Harmattan : 201-228.
- KWAN P. [1998], *Rapport de la mission d'appui effectuée auprès du programme Menabé sur le thème de la dynamique associative*, 19 janvier-13 février 1998, Morondava, programme Menabé, Intercoopération suisse, 15 p. + annexe.
- LEYMARIE Ph. [1989], « Le président Ratsiraka, champion de l'entreprise privée », *Le Monde diplomatique*, janvier.
- RAISON-JOURDE F. [1993], « Une transition achevée ou amorcée? », *Politique africaine*, 52 : 6-18.
- RAJOELINA P. [1988], *Quarante Années de la vie politique de Madagascar. 1947-1987*, Paris, L'Harmattan, 245 p.
- RAJOELISOA P. [1995], « La perception de l'État de droit comme fondement du pouvoir politique à Madagascar », colloque *La Création du droit en Afrique*, 27-28 octobre, CEAN, Cerdradi, 25 p.
- RAKOTONDRABE T. [1993 a], « Au-delà de l'ethnie. Ethnies, État-nation et démocratie à Madagascar », colloque int. *Démocratie et Développement dans le Sud-Ouest de l'océan Indien et en*

11 Dans le cadre du programme Gelose (Gestion locale sécurisée) qui a une portée nationale, mais dont le Menabé sert de cadre à une première réalisation en vraie grandeur.

- Afrique*, université d'Antananarivo, 17-20 mai.
- RAKOTONDRABE T. [1993 b], « Essai sur les non-dits du discours fédéraliste », *Politique africaine*, 52 : 50-57.
- RAMAMONJISOA S. [1997], *Pour un exercice à la base de la démocratie. Rapport de synthèse*, Antananarivo, Fombandrazana sy Fivoarana, FED, 34 p.
- RAMAMONJISOA S. [1998], *Élites et Ouverture à Madagascar*, Antananarivo, 14 p. dactylo.
- RANDRIAMAROLAZA L.P. [1993], « Les fourches caudines de la transition démocratique à Madagascar », colloque int. *Démocratie et Développement dans le Sud-Ouest de l'océan Indien et en Afrique*, université d'Antananarivo, 17-20 mai.
- RANDRIANJA S. [1997], « Madagascar entre restauration autoritaire et réseaux mafieux », in CEAN, *L'Afrique politique, revendications populaires et recompositions politiques*, Bordeaux, Paris, Karthala : 21-38.
- RAVALOSON J. [1994], *Transition démocratique à Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 174 p.
- REVEL E. [1994], *Madagascar, l'île rouge*, Paris, Balland, 204 p.
- WILLAME J.-C. [1996], « Gouvernance et pouvoir. Essai sur trois trajectoires africaines. Madagascar, Somalie, Zaïre », *Cahiers africains*, 7-8, Bruxelles, Paris, L'Harmattan.
- LA LETTRE DE L'Océan Indien, hebdomadaire, fournit des informations particulièrement précieuses sur la vie politique et sur le monde des affaires malgaches.